

Ethnicité et conflit identitaire au Congo-Kinshasa: Regard analytique sur les facteurs explicatifs du conflit Ekonda-Eswe

[Ethnicity and identity conflict in Congo-Kinshasa: an analytical look at the explanatory factors of the Ekonda-Eswe conflict]

Gilbert Etambahele Ohidi

Chef de Travaux et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives, Université de Kinshasa, RD Congo

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Sankuru is one of the new provinces of DR Congo which is to count among the areas most marked by the recurrence of violence. As a result, its political space is reconfigured by interethnic or identity conflicts Ekonda-Eswe which have a colonial origin and overlapped in the minds of the elites. Nowadays, the persistence of these conflicts is better explained by the pluralistic electoral deadlines the differentiated development and the weakness of the authority of the State.

KEYWORDS: Ethnicity, ethnic group, tribe, identity conflict, Ekonda-Eswe, political actor, debauchery, state authority.

RESUME: Sankuru est l'une des nouvelles Provinces de la RD Congo qui est à compter parmi les espaces les plus marqués par la récurrence de la violence. De ce fait, son espace politique est reconfiguré par les conflits interethniques ou identitaires « Ekonda-Eswe » qui ont une origine coloniale et se sont superposés dans les consciences des élites. De nos jours, la persistance de ces conflits est mieux expliquée par les échéances électorales pluralistes, le développement différencié et la faiblesse de l'autorité de l'Etat.

MOTS-CLEFS: Ethnicité, ethnie, tribu, conflit identitaire, Ekonda-Eswe, acteur politique, débauchage, autorité de l'Etat.

1 INTRODUCTION

Les sociétés africaines, fruits d'un métissage complexe d'éléments endogènes et exogènes issus à la fois des sociétés traditionnelles, de la colonisation et du contact avec la modernité, sont des réalités sujettes au dynamisme politique et ne sont contenues par aucune forme d'immobilisme.

L'Etat congolais, comme le souligne MAINDO MONGA NGONGA, emprunte à la fois, au modèle occidental et aux modes de domination spécifiques africains, notamment l'expression des rapports de pouvoir en termes de parenté ou de la domination ancestrale des « aînés » sur les « cadets ». L'Etat ressemble à un grand clan. Il est perçu comme un lieu d'accumulation et de redistribution des richesses permettant aux « aînés » d'un même clan de satisfaire les revendications de leurs « cadets » tout en conservant leurs privilèges. Ce signifiant ou cet imaginaire de l'Etat, et donc de son pouvoir, crée des formes insoupçonnées et inédites de circulation des élites politiques en compétition [1].

Devant cette évidence, l'ethnicité semble devenir moins une rupture de cette jonction qu'une surexcitation des antagonismes au sein des groupes dominants, voire entre groupes dominants et dominés, ... [2]

La nouvelle Province du Sankuru [3] est l'une des Provinces de la République les plus marquées par la récurrence de cette violence contre l'Etat. La violence politique a modelé et continue à modeler l'espace politique au point d'y générer des formes,

permanences et imaginaires internes de mobilité politique. L'espace politique de cette province est comme reconfiguré par les conflits interethniques « Ekonda-Eswe ».

Le Sankuru a été soumis aux conflits avec l'arrivée des Basambala [4] de NGONGO-LUTETE [5]. Les Basambala avaient atteint d'abord les régions de la savane (Eswe) de Lubefu et Katakoto avant d'arriver dans les zones forestières (Ekonda) du Sankuru. Les Tetela qui furent les premiers à s'enrôler dans l'armée de Ngongo Lutete étaient nécessairement ceux de la savane. Avec les Basambala, leurs frères venus de la rive droite de la Lomami, ils allaient désormais participer aux razzias d'esclaves qui s'étendaient progressivement vers l'Ouest. Ainsi, les Tetela de la région forestière admettaient que les malheurs qu'ils subissaient, venaient non des Basambala seuls, mais aussi de leurs frères de savane. Aussi, ces derniers furent-ils considérés comme agresseurs et oppresseurs.

Eu égard à ce qui précède, il est important de relever que dans cette réflexion, nous avons l'ambition de retracer analytiquement les facteurs ou les faits créateurs de conflits entre les habitants des régions de la savane (Eswe) et ceux des zones forestières (Ekonda), étant donné que cette lutte a trop duré dans l'imaginaire de plus d'un congolais.

Ainsi, trois principaux axes constituent l'armature de cette réflexion. Le premier s'appesantit sur le cadre conceptuel, le deuxième aborde les repères originels sur « Ekonda-Eswe » et le troisième fait l'objet des facteurs explicatifs de la lutte « Ekonda-Eswe ».

2 LE CADRE CONCEPTUEL

Pour permettre aux lecteurs potentiels une bonne compréhension et une meilleure appréhension de cette réflexion, il nous est indispensable de porter un éclairage suffisant sur certains concepts dont ethnicité, ethnie, tribu et conflit.

2.1 L'ETHNICITÉ, L'ETHNIE ET LA TRIBU

A en croire I. NDAYWEL e NZIEM [6], le concept d'ethnicité est régulièrement évoqué par les politologues, les sociologues et les ethnologues pour expliquer des conflits politiques et phénomènes anthropologiques des pays Africains issus de la décolonisation. Les partisans des théories de conflits identitaires comme chez les politologues congolais, on n'en trouve que rarement une définition précise de concept ethnicité. Tout se passe comme si le sens de ce concept allait de soi et n'avait donc pas besoin d'être précisé ou à l'inverse, qu'il ne devait l'être qu'au terme d'une enquête.

La définition anthropologique de la théorie de l'ethnicité fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus et se réfère explicitement aux définitions des anthropologues américains des années 1970 qui, les premiers, ont cessé d'envisager le groupe ethnique comme un groupe identifiable objectivement par sa culture. Il est aujourd'hui défini comme un groupe humain déterminé, partageant une généalogie commune mythique, une mémoire historique, des éléments de culture, un lien avec une patrie propre, et un sens de solidarité [7].

Selon M. MOERMAN [8], l'ethnicité elle-même, si elle reste toujours chez les anthropologues des points de débats, néanmoins un consensus se dégage autour d'une définition a minima qui l'envisage comme un processus relationnel de dichotomisation entre membres et non-membres qui s'identifient et sont identifiés à travers l'interaction sociale. Le processus d'ethnicité, renchérit l'auteur, est donc un phénomène social et la mobilisation de certains traits culturels propres à un groupe ethnique et supposés venir de l'origine commune réelle ou fictive permet le maintien de la frontière entre «Nous» et «Eux», entre membres et non-membres. Ces traits culturels sont alors soit revendiqués soit niés quand les groupes ethniques définissent leur identité tout en définissant dans une démarche à la fois dialectique mais aussi subjective.

Eu égard à ce qui précède et à la pléiade de définitions que peut susciter le concept d'« ethnicité », nous sommes d'avis que l'ethnicité est à concevoir comme un processus d'identification modulable pour faire face aux changements socio-économiques vécus par des minorités autochtones, dominées politiquement et enclavées dans des États-nations.

Par ailleurs, à côté de l'ethnicité, il y a le concept d'« ethnie » dont les définitions du terme ethnie sont contradictoires mais également peu assez nombreuses et tournent toutes autour de quelques grandes caractéristiques.

Pour C. KABUYA LUMUNA [9], le terme ethnie désigne du grec ethnos-peuple, nation ou groupe d'un individu appartenant à la même culture, à la même langue, aux mêmes coutumes, ... et se reconnaissent comme tels, on dit aussi «groupe ethnique».

Selon V. JOSLOV [10], une ethnie ou une communauté ethnique est un organisme social, formé sur une tendance déterminée, de groupes d'hommes ayant déjà ou ayant établi, à mesure de l'évolution, des liens (économiques, culturels, matrimoniaux, etc.) une communauté de langue, des traits de culture et de mode de vie commune (assez souvent la communauté de religion), un certain nombre de valeurs sociales et des traditions communes, et assez mélangés du point de

vue des composants direct auparavant ». On peut à travers cette analyse distinguer l'ethnie de l'ethnicité qui peut être l'un des groupes auxquels appartient un individu (famille nucléaire, famille étendue, village, tribu etc.)

Au cours de l'histoire, l'ethnicité et la tribalité constituent une question controversée dans la littérature anthropologique. En effet, les conflits internes et interethniques de même que les mouvements sécessionnistes ethniques qui s'observent dans l'histoire africaine d'une part et le recours à la tribu comme maillon de la chaîne de solidarité et de cohésion sociale d'autre part, véhiculant une ambivalence qui se traduit par une approche tantôt positive, tantôt négative du phénomène ethnique et tribal, plusieurs conflits, crises politiques ne sont pas forcément des conflits ethniques, les élites se servent toujours et développent des idéologies dominantes comme le cas en espèce pour manipuler, instrumentaliser les populations d'idées courtes.

Cette question a été avec acuité à la base de beaucoup de conflits, de la haine tribale entre différentes tribus ou ethnies s'estimant inférieures, supérieures, majoritaires, occupant des espaces de terre très grands, très petits dont les membres sont peu représentés dans le partage du pouvoir comme dans le cas du Sankuru.

Cependant, on constate que pour le Congolais, la référence à sa société dite traditionnelle s'exprime couramment par le terme « tribu » et le comportement ou le sentiment y référant par le terme « tribalisme » perçu à tort ou à raison comme honteux. Le terme « ethnie » semble être une façon « douce » ou « scientifique » de désigner la tribu. Mais en fait, l'ethnie, c'est la nation tribale d'hier.

2.2 LE CONFLIT

Les conflits font inévitablement partie de la vie de l'organisation parce qu'on trouve au sein de celles-ci, une lutte sans fin pour les valeurs telles que la sécurité, le pouvoir, la survie, la discrétion, l'autonomie, les récompenses, etc....qui sont chères aux participants. Puisque les organisations ne contiennent pas toujours des membres ayant les mêmes valeurs, les mêmes besoins et les mêmes intérêts, le conflit entre eux est donc inévitable.

Pour ce faire, C. MARSAN [11] définit le conflit comme étant une situation de blocage entre au moins deux personnes qui ont un intérêt ou un objectif en commun et sur lequel elles ne sont pas d'accord. Ce sont par ailleurs des personnes qui se reconnaissent. Le conflit est qualifié à partir du moment où l'on sent une tension qu'elle soit explicite ou latente. Dans un conflit larvé, les tensions s'illustrent par de l'agressivité.

Dans son contexte macro-sociologique, le conflit est l'apanage de toutes les sciences qui l'ont placé au centre comme facteur de remise en cause et de changement. De la sociologie à la biologie en passant par la psychologie, la psychanalyse, le droit et l'économie, le conflit touche à tous les domaines de la vie humaine qu'il est appelé à révolutionner.

Véçu à tous les niveaux des sociétés organisées (familles, associations, entreprises...), le conflit apparaît comme un choc qui se produit lorsque des éléments, des forces antagonistes entrent en contact et cherchent à s'évincer réciproquement.

Pour étayer cette assertion, les spécialistes sur les questions de conflits, qualifient le conflit comme étant la confrontation d'au moins deux protagonistes. De manière pragmatique, le conflit se déroule à différents niveaux [12].

De ce fait, le conflit peut être intrapersonnel, interpersonnel, intragroupe, intergroupe, social, non international, intraétatique, interétatique, asymétrique,... Dans cette étude, le conflit identitaire peut être classé dans la catégorie de conflits intergroupes, étant donné que ce sont les habitants ou les communautés des régions de savanes et ceux de régions forestières qui sont en lutte et ce, en quête de domination d'un camp sur un autre.

3 LES REPERES ORIGINELS SUR EKONDA-ESWE

3.1 AUX ORIGINES DU PEUPLE « TETELA » [13]

La lutte « Ekonda-Eswe » est une épreuve dont les antagonistes sont « Tetela ». C'est pourquoi, il devient important de retracer le parcours de ce peuple.

En effet, l'énorme fleuve Congo prend sa source dans la savane des hautes terres d'Afrique centrale. Il coule d'abord vers la forêt nord (on le nomme encore Lualaba) et pénètre dans la forêt équatoriale, puis il oblique vers l'ouest (c'est la courbe du fleuve du romancier V.S. Naipaul). Il tourne ensuite à nouveau vers le sud, puis descend vers l'ouest, franchissant les bords escarpés du plateau d'Afrique centrale pour se jeter dans l'océan atlantique. La concavité de la courbe du fleuve constitue la cuvette centrale. Sa forêt équatoriale est drainée d'affluents moins importants qui débouchent dans le fleuve du Congo.

La plupart des peuples qui habitent cette partie s'identifient eux-mêmes comme membre de la famille Mongo. Ce sous-groupe, occupe trois différentes provinces situées au centre de la République Démocratique du Congo. On peut citer: la Province de Lomami, la Province de Maniema et la Province du Sankuru où ils ont immigré à une période relativement récente vers les années 1800. Plusieurs vagues des immigrations se sont succédées d'une façon simultanée dont on peut remonter dans les périodes allant de 1800 à ce jour. Ces migrations avant l'occupation du Sankuru par les conquérants, avaient croisé plusieurs dégâts, guerres avec les peuples autochtones.

Ces régions étaient entièrement habitées par les peuples autochtones (pygmées), qui part ensuite ont été chassés, anéantis, absorbés par l'incursion des nouveaux conquérants. Dans cette confrontation, poursuivent les anthropologues, plusieurs mutations se sont succédées parmi les peuplades du Sankuru et ont façonné l'hégémonie de l'ethnie Bakusu-Batetela au-dessus des indigènes du Sankuru. Cette population se trouve en cheval entre la forêt et savane. La partie de la forêt humide assez marécageuse, la forêt étant inondée sur de très vastes étendues à la saison des eaux laisse la place à la savane. Les villages sont souvent séparés par des vastes forêts et des savanes s'étendant sur plusieurs Kilomètres.

Plusieurs groupes ethniques, sous ethnies parmi le peuple bantou habite la Province du Sankuru, sont issus de la généalogie Mongo mais également des peuplades constituées des pygmées, des luba, des Songe, tribus outre que Batetela. On peut les catégoriser de la manière suivante: les Bakutshu-Batetela-Bahamba- Bakusu forment en réalité les groupes homogènes désignant presque la même chose et s'identifient sous le label Batetela. Ces peuples, se nommaient eux-mêmes autrefois fils de descendance d' (Okutshu-Membele). Les Batetela, se situent au cœur de la République Démocratique du Congo et partagent les frontières avec plus de cinq provinces. Ils forment l'extension la plus méridionale de l'aire culturelle de Mongo des langues bantoues.

3.2 LA PORTÉE SUBSTANTIVE D'EKONDA-ESWE

Du point de vue géographique, le paysage de la Province du Sankuru présente deux aspects assez différenciés: la forêt (Ekonda) et la savane (Eswe).

La partie habitée par la forêt comprend le Nord-est et une partie de l'Ouest et la partie de la savane occupe le Sud. Comme nous pouvons le constater, cette division n'avait aucune coloration négative avant l'occupation coloniale et elle était simplement une distinction causée par les conditions naturelles.

Le concept Tetela « Ekonda » signifie en français « forêt » [14]. Dans le contexte de cette étude, il désigne une partie géographique des territoires du Sankuru caractérisée par la présence manifeste de forêts.

Cependant, le concept Ekonda dans le champ politique du Sankuru, est littéralement habillé de coloration négative, discriminatoire, ségrégationniste avec l'objectif fondamental de s'approprier le terroir dont le candidat est originaire pour afficher une opposition contre le non originaire.

Cette population occupe les territoires de Lomela et de Kole ainsi qu'une partie du territoire de Katoko-Kombe. Le territoire de Lodja est à cheval entre forêt et savane car, il est en plus de 70% habités par la savane. Les populations qui habitent ces territoires sont plus nombreuses et représentent 80% de l'ensemble du peuple Tetela du Sankuru.

Par contre, par le mot Tetela « Eswe », il faut entendre en français la savane [15], qui désigne dans le Sankuru, un ensemble de territoires dans lequel on trouve la présence de savanes.

En clair, l'utilisation des concepts de « Ekonda » et de « Eswe » dans cette réflexion, nous renvoie à la démarche épistémologique cernée dans la logique de conquérir le pouvoir politique.

En fait, les deux groupes des populations ci-haut évoqués, sont culturellement homogènes et se reconnaissent mutuellement comme descendants d'un ancêtre commun et connu. La division idéologique (Ekonda-Eswe) chevauchant arbitrairement l'histoire anthropologique et culturelle du peuple Tetela, reste attachée de connotations négatives, suite au résultat d'une recherche délibérée et consciente des élites pour le positionnement aux postes d'Etat. On ne parle d'Ekonda-Eswe qu'au moment de déclencher une lutte politique ou une confrontation d'intérêt économique ou d'occupation de poste de responsabilité.

4 LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA LUTTE « EKONDA-ESWE »

Beaucoup de facteurs peuvent bien être avancés pour expliquer le conflit « Ekonda-Eswe ». Dans le cadre de cette réflexion, nous relevons: les échéances électorales pluralistes, le développement différencié et la faiblesse de l'autorité de l'Etat.

4.1 LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES PLURALISTES

L'analyse des enjeux électoraux comme ingrédient causal au mélange explosif de conflits intercommunautaires dans le Sankuru se veut être l'un de facteurs qui s'opposent au développement et constitue le premier défi à relever dans cette recherche. La première crise politique à la veille de l'indépendance du Congo, aux élections législatives et présidentielles a introduit la division, haine tribale dans cette entité et a laissé l'héritage chaotique décrié par tout le peuple Tetela. Le conflit Ekonda-Eswe n'est plus perçu comme l'échec d'une idéologie, ni d'un projet de société, mais comme l'écrasement des élites politiques autochtones et les non autochtones, avec tout ce qu'une telle conception peut véhiculer comme passions, frustrations et ressentiment.

Nous constatons qu'à chaque échéance électorale depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, l'élite politique du Sankuru parle de la géopolitique interne, de la représentativité, de l'égalité dans l'accès aux charges publiques. Ceci pose un problème à la démocratie libérale qui a pour base la représentativité. Il est impérieux de reconnaître que la démocratie est aussi tributaire des cadres géographiques, économiques et sociales qui lui servent d'assise. S'interroger sur le rôle de l'élection dans le contexte Ekonda-Eswe, suggère au préalable la restitution critique des différentes théories échafaudées jusque-là au sujet de la cohabitation intercommunautaire. L'histoire de la restauration du multipartisme en RDC est à l'image même de celle de la province dont nous sommes entrains d'analyser dans cette dissertation afin de connaître le contexte politique qui a favorisé un repli identitaire baptisé Ekonda-Eswe.

L'organisation des élections dans la Province du Sankuru dont la propriété essentielle demeure le repositionnement des élites en vue d'occuper les positions d'influence sur le champ politique qui par la suite assure la reproduction de la domination, est significatif à cause de comportement des élites et de la logique qui régit le fonctionnement du champ politique. Les élections au Sankuru sont souvent considérées comme une question de vie et de mort que les élites déploient des stratégies et utilisent des armes qui durcissent la lutte d'accès au pouvoir. Ces acteurs politiques, en période électorale, instrumentalisent la population autochtone contre les non autochtones pour s'imposer aux adversaires. La production de l'idéologie dominante Ekonda-Eswe, ne relève pas d'une volonté collective mais correspond le plus souvent aux intérêts individuels de la classe politique en présence. De ce fait, les élections constituent le socle, cause essentielle du conflit idéologique Ekonda-Eswe et méritent d'être analysées.

En effet, les élites utilisent plusieurs moyens d'action politique comme au moment du recrutement de leur entourage. Ces moyens sont exploités dans les stratégies déployées lors des confrontations politiques les plus notoires: la violence, l'information, le nombre, la notoriété, la fortune [16] ... plusieurs chercheurs en sciences politiques ont prouvé que les élections sont les causes de nombreux conflits et divisions intercommunautaires qui fragilisent l'unité du Sankuru. Ces élections expliquent et sont les causes des incendies de maisons, assassinats et morts d'hommes qui ont cristallisé la division aux élections de 1960 et de 2006.

Il est clair que les différentes stratégies produites par l'élite politique du Sankuru en période électorale reposent sur un discours idéologique qui tentera toujours d'assurer et de consolider les avantages de se faire élire. La lutte politique entre ces élites est souvent été considérée comme un caractère totalitaire dans la mesure où cette idéologie est politiquement capable de donner un sens à tout. Les attitudes de ces élites ainsi perçue nous permettent naturellement d'identifier le courant idéologique qui a produit ce concept Ekonda-Eswe en période électorale pour besoins de la mobilisation politique.

Ainsi, dans les lignes qui suivent, nous décrivons et analysons quelques stratégies opérationnalisées pendant les échéances électorales pluralistes.

4.1.1 LES STRATÉGIES DES ACTEURS POLITIQUES

Nous allons dans cette partie passer en revue quelques stratégies utilisées par les politiques du Sankuru pour s'enranger des voix pendant les élections. Ainsi, longtemps divisé, dépourvue d'expériences politiques et du logiciel idéologique soutenu, les élections au Sankuru ont été de tout le temps objet de conflits tribaux et confrontation au sein de la classe politique.

En 1960, DIUMASUMBU soutenu par les associations tribales et la jeunesse originaire du territoire de Lodja, a pris comme cible pour se repositionner aux premières élections législatives et provinciales, les anciens évolués auxiliaires de Ngongo-Leteta en vue d'accéder au pouvoir à travers le slogan Ekonda-Eswe. Tel que l'avait bien écrit DIUMASUMBA l'artisan, « batterie » idéologique Ekonda-Eswe, « *Je m'étais assigné l'objectif de contrôler l'électorat du territoire de Lodja et tous le concurrent qui se présentait, la jeunesse lui empêchait de battre campagne* » [17].

En 2006, une poudrière, une violence sanglante entre la Convention des Congolais Unis (CCU) et les partisans de Forces Novatrices pour l'Union et la Solidarité (FONUS) dont la triste mémoire de l'assassinat d'un grand opérateur économique de

renommée, alias Djumbe ainsi que les incendies de maisons qui en ont suivi, émaillait déjà le processus électoral. A la veille des élections devant l'impossibilité de persuasion au motif d'être contredit par l'adversaire, ces élites « modernisantes » ont utilisé l'ethnicité, la discrimination et la ségrégation tribale comme discours de propagande ou mobilisation politique.

En 2011, la stratégie haut élucidée est réitérée par les élites au pouvoir profitant de leurs positions d'influence au gouvernement pour intimider et encercler ses adversaires. Dans le territoire de Lodja, Katako-Kombe et Lomela, on avait observé à travers les discours des uns et des autres une intolérance, violence délibérée qui s'accompagnait avec des fraudes et bourrage des urnes au point que la Commission Electorale Nationale Indépendante s'est trouvée dans l'incapacité de trancher où de certifier le résultat.

Pour atteindre l'objectif de gagner ou se faire élire, les élites du Sankuru recrutent parmi les membres de leurs états-majors, les frères de familles les plus proches, ces collaborateurs sont souvent choisis aussi parmi les collègues de classes susceptible d'être manipuler et instrumentaliser enfin de pérenniser la division, en manipulant les non originaires, par l'achat des consciences, la corruption, l'intimidation, la répression ou le chantage, etc. c'est à partir de la décolonisation et l'organisation des élections au Congo, que l'idéologie xénophobe a été pour la première fois lancer par l'élite politique de Lodja sur la scène politique du Sankuru [18]. Aux élections de 2011, leurs discours étaient construits sur base de l'héritage chaotique qui s'est reproduit en grande échelle par les mêmes personnes.

4.1.2 LE DÉBAUCHAGE ET LES ALLIANCES

Les discours sont construits, produits autour des idéologies de divisions au sein de la classe politique pour assouvir à leur besoin de domination, d'instrumentalisation des électeurs et de factions à la dissidence en posant la question de savoir « qui aura quoi », à flatter les ambitions personnelles des acteurs pour les attirer dans ses propres rangs. En clair, l'histoire politique de la province du Sankuru est gangrenée par cette réalité. Le débauchage est souvent utilisé en période électorale pour solidifier ou maximiser la chance de contrôler ces adversaires. En 1963, DIUMASUMU avait recouru à la même stratégie en vue de construire une dynamique idéologique autour de sa candidature par le débauchage, le ralliement de cadres, députés provinciaux afin de briguer pour la première fois le poste de président de la province du Sankuru. Sa prise de position dans le jeu politique était suivie d'un travail intense en coulisse pour recueillir les avis favorables des élites de Kole et de Lomela qui par la suite, ont déclenché la division intercommunautaire baptisée d'Ekonda-Eswe dans le Sankuru.

Après la disparition, assassinat de Patrice Lumumba sur la scène politique du Sankuru, DIUMASUMBU n'avait d'autres alternatives que de déclencher la confrontation avec ses adversaires de la savane pour devenir le grand leader du terroir. Ainsi, la dynamique Ekonda-Eswe était produite comme une alliance politique autour de champ du pouvoir provincial et qui avait rallié la plupart des notables, associations culturelles pour former la force politique contre les non originaires. Avec ces débauchages des uns et des autres, la province du Sankuru s'est scindée en deux groupes paradoxaux jusqu'à sceller une division à l'intérieur d'un peuple homogène. L'idéologie ethnicisée devient un tremplin en période de lutte et de positionnement politique.

En 2011, les partisans du Mouvement des Congolais pour le Développement et la Démocratie avaient recouru à cette stratégie pour débaucher l'homme le plus influent de la Convention des Congolais Unis (Parti cher à Lambert MENDE), Président de la jeunesse de Congolais unis qui était un opérateur économique parmi les plus influents du territoire. Sa défection a eu un impact considérable à l'élection de 2011 dans le territoire de Lodja et une très forte mobilisation de jeunes gens du MSDD dans ce territoire était compensée par le prestige et l'influence de cette élite. Il était élu par le label de son nouveau parti parmi les quatre sièges à pourvoir que comptait Lodja. Quelque jour après son installation par le bureau provisoire de l'assemblée nationale, son invalidation s'en est suivie suite à une requête introduite par la Convention des Congolais Unis à la Cour Suprême de la Justice. Plusieurs incendies des maisons et de dégâts irréparables parmi la population civile avaient été observés dans le Sankuru.

En effet, au-delà de la stratégie de débauchage, celles du terroir et d'alliance sont aussi souvent utilisées en période électorale par cette même classe soit pour instrumentaliser la population soit pour le regrouper en cartel afin de s'encercler mutuellement dans le champ politique. L'identité du terroir est forte utilisée comme nous l'avons indiqué plus haut pour la première fois en 1960 par DIUMASUMBU. Cette stratégie, à en croire G. AUNDU, consiste pour les partis et les candidats à recourir d'abord à l'identité ethnique et à l'ancrage local dans la course au pouvoir, plaçant le symbole avec les électeurs avant l'idéologie. Aux élections législatives et provinciales, la majorité de députés sont issues de leurs territoires d'origines à l'exception de ceux de Lodja dans le Sankuru car, celui-ci était un milieu hétérogène habité par toutes catégories d'immigrés, son contrôle est une lutte, chasse aux sorcières entre les autochtones et les non autochtones.

4.2 LE DÉVELOPPEMENT DIFFÉRENCIÉ

La question de développement est sans nul doute, une question fondamentale et devient plus qu'une stratégie qui préoccupe la majorité de la classe politique du Sankuru. A cause de ses déséquilibres qui entraînent des conséquences dévastatrices et douloureuses: l'enclavement, la pauvreté, la faim et la misère, c'est-à-dire le sous-développement menace la plupart des territoires, secteurs, chefferies de la province et constitue un élément de plus au renforcement du clivage.

Outre le manque quasi exclusif d'unités de la production durable sur certaines entités de la province, s'ajoute le problème d'inégale répartition des activités économiques. En effet, lorsqu'on regarde la carte économique de la province du Sankuru, nous constatons que les activités de productions sont inégalement réparties entre les territoires, mais aussi entre les secteurs. Ainsi, il y a les agglomérations telles que: Lodja, Kole, Lubefu..., concentrent la quasi-totalité des activités économiques relevant du secteur secondaire et tertiaire.

Le territoire Lodja et de Lubefu à eux seuls, accueillent à peu près 85% des sièges sociaux des entreprises que regorge la province et les entreprises qui se créent chaque année sur le marché provinciale sont concentrées dans les territoires susmentionnés [19]. Lodja quant à elle seul, possède une puissance économique qui se manifeste pour l'essentiel, par les usines de transformation, des produits agricoles, des moulins de farines, une piste d'aérodrome et un terminal portuaire à Bena-dibele. Toutes ses unités économiques font de Lodja, la ville qui regorge près de 60% du potentiel économique de la province. Cette dernière a eu l'opportunité d'accueillir certaines unités de productions non négligeables capables de maintenir la population et de lutter contre l'exode rural. Lodja abrite quelques sociétés depuis le passage des arabes et les colons, de nombreux projets agricoles, des scieries et une centaine d'activités économiques. Toutes concourent dans une moindre mesure à offrir des emplois aux habitants. Les restes d'autres territoires de la province sont dépourvus d'unités économiques de concurrence pouvant assurer le décollage de développement, ils subsistent difficilement grâce aux activités commerciales informelles et transferts publics ou des opérations ponctuelles financées par l'Etat (salaire),... [20].

Tableau 1. Localisation des activités économiques du Sankuru par Territoire

Territoire	Activité économique	Nombre
1. Territoire de Lodja	Aérodrome de Lodja	01
	Port de Bena-dibele	01
	Marché central	02
	Moulins de farines	05
	Entreprises publiques	02
	Etablissement public	02
2. Territoire de Kole	Port de Lukenye	01
	Marche de Kole	01
	Aérodrome de Kole	01
3. Territoire de Lomela	Petit Marché	01
	Port de Lomela	01
4. Territoire de Katakokombe	Marché de Katakoko	01
5. Territoire de Lubefu	Port de Lubefu	01
	Aérodrome de Lubefu	01
	Marché central de Lubefu	02
	Moulins des Maïs	06
6. Lusambo	Port de Lusambo	01
	Marché de Lusambo	01
Total général/ 6 territoires	Nombre	31

Source: Notre reconstitution à partir des éléments objectivement perceptibles sur les différents services de l'Etat et des analyses quantifiables des différentes sources de productions économiques du Sankuru.

4.3 LA FAIBLESSE DE L'AUTORITE DE L'ÉTAT

La problématique des crises identitaires que traverse la plupart des provinces, ethnies et tribus de la République Démocratique du Congo, la préoccupation première devient celle de la sécurité collective, sans laquelle rien d'autre n'est possible. Cette question qui analyse avec acuité les faiblesses du pouvoir public dans la résolution de conflit interethnique

baptisé Ekonda-Eswe, est donc traitée maintenant et, à juste titre, d'une manière holistique, incluant des préoccupations sécuritaire, politique et judiciaire.

En effet, sur le plan sécuritaire, l'analyse de fait tend à décrire l'implication de l'élite politique au dépérissement de système de sécurité. La privatisation de secteur sécuritaire par l'appartenance ethnique, linguistique, territoriale fragilise le rôle d'un Etat et ses organes de sécurité ne s'organisent qu'autour de groupe identitaires. « Dès que ces groupes entre en compétition, les outils de sécurité se substituent en moyens d'affrontement » [21]. La partialité des autorités tant nationales que provinciales dans le règlement de conflit entraîne une hostilité croissante qui débouche le plus souvent par des morts et de dégâts irréparables. La prise en otage des institutions politiques renseigne d'avantage la partialité des instruments de sécurités au conflit identitaire Ekonda-Eswe.

Quelques cas concrets méritent d'être énumérés pour confirmer nos hypothèses. En 1963 dans le territoire de Lodja, le gouverneur de la province du Sankuru était lui-même juge et partie, entouré par son camp politique et ses propres frères, ont déclenché des représailles parmi les non autochtones comme l'avait bien décrit le rapport de Diumi chef de district du Sankuru adressé au gouvernement central. « *Les incidents qui ont mis le Sankuru en deuil étaient du fait que des irresponsables élites locaux avaient créés deux groupes opposés. Le groupe de la forêt (Ekonda) et celui de la savane (Eswe). Ils s'accusent mutuellement d'avoir usé des termes discriminatoires durant la campagne électorale pour obtenir plus de voix. L'arrestation du député du groupe de l'opposition sans aucun respect des textes et de la procédure juridique sont autant d'éléments qui ont plongé le Sankuru dans le chaos* » [22].

En 2006 et 2015, quelques assassinats ont influencés notre recherche, notamment: un opérateur économique alliance Djube et un motard Eketo ont été observés dans la province [23]. La complicité des autorités publiques où la responsabilité partisane des uns et des autres avait coûté la révocation des quelques administrateurs du territoire de Lodja pour leurs ingérences aux affaires politiques. La plupart de ces criminels sont souvent soutenus et défendus par leurs commanditaires. Face à cette politisation et privatisation de services de sécurité par la classe politique du Sankuru, la sécurité publique est loin d'avoir survécu en tant qu'organe de prédilection de l'Etat qui assure l'intérêt général telle que Max-Weber l'avait défini dans le contexte classique.

Sur le plan politique, notons que dans des conflits politiques où les structures publiques ou les autorités politico-administratives sont impliquées, tel que le cas du Sankuru, il est difficile de procéder à la sanction des autorités politiques indécrites, au moment où un Etat qui se veut démocratique, doit être en mesure de respecter les principes et les règles qui régissent au fonctionnement des institutions.

Cependant, l'absence de sanctions politiques exemplaires à l'élite politique du Sankuru, cautionne l'injustice, la criminalité et impunité qui semblent s'installer au sommet de l'Etat. Dans ces conditions, il apparaît difficile d'éradiquer l'ingérence de la classe politique au fonctionnement des institutions pour permettre à celle-ci de répondre aux besoins et aux préoccupations des citoyens ordinaires. Face à idéologie de division, ségrégation entretenue par l'élite politique qui assure son autoreproduction et quand toutes les options semblent épuisées, le recours aux actes de violence trouve généralement leur essence à partir du profond malaise causé par les dirigeants cramponnés au pouvoir mais incapables de répondre aux aspirations de la population.

Sur le plan judiciaire, notons, d'entrée de jeu, qu'« un Etat défailant est un Etat où la souveraineté et la règle du droit cessent d'exister et dont le gouvernement est incapable de faire respecter son monopole sur l'usage légitime de la force », le respect de normes constitue le fondement de la légitimité de toutes réformes de la puissance publique, et notamment de l'Etat moderne [24]. Au-delà de cette affirmation, les besoins de rendre justice par un Etat qui se veut démocratique est encore immense en République Démocratique du Congo, en général, et la Province du Sankuru, en particulier.

La partialité des autorités judiciaires bénéficiaires de privilèges et avantages de postes d'influences de la part des autorités politiques reste trop à désirer, la privatisation de cette justice à cause de garantis, de circuits de gestion dont ils bénéficient de la part de ces élites jusqu'à mettre en place un système de prédation juridictionnel prouve que son indépendance est vide de sens. Les points de vue divergent sur le model des décisions rendues par ces instances juridictionnelles, et sur tout l'impartialité de ceux qui les redents. C'est dans ce contexte de corruption progressive généralisée des cadres supérieurs proche des élites, qu'il faut replacer l'impact des actes de dévergondages et dépravations de mœurs qui perpétuent sur le champ du pouvoir au Sankuru.

La sanction-et donc la loi- pénales sont indispensables au bon fonctionnement de tout système de sécurité publique, l'action des forces de la sécurité n'étant durable que si leur capacité à enquêter et contraindre est prolongée par celle de l'Etat et punir; capacité pénale qui doit d'abord s'appliquer aux faux-pas des forces de sécurité elles-mêmes [25]. Les besoins de renforcement de système de sécurité pour protéger la population civile contre les inciviques qui sèment la terreur et les assassinats doit donc inclure leurs commanditaires: avant tout une juridiction indépendante qui applique la loi à toute

impartialité, mais aussi des procureurs qui veillent à son respect; un code pénal ensuite des tribunaux capables de l'appliquer en toute indépendance; un système pénitentiaire enfin qui concrétise cette application.

Avant même le pénal, c'est l'arbitrage civil qui doit tuer dans l'œuf les litiges et prévenir les conflits, d'insécurité et de terreurs en période de conflit généralisé [26]. C'est la sécurité judiciaire qui dissuadera le malveillant de porter tort à autrui et la victime de se faire justice. La mise en place des textes et des institutions du droit civil est donc un élément indirect puissant de l'établissement de la restauration de l'autorité de l'Etat, notamment dans les domaines à controverse. Le débat sur les avantages respectifs de la justice comme instrument de régulation et de la sécurité de citoyens est sans importance au regard de leur capacité à s'adapter aux instances traditionnelles d'arbitrage des conflits; celles-ci puisent en effet leur légitimité dans la culture qui a conduit le pays à la crise mais sur la quelle devront aussi se fonder ses institutions nouvelles, celles qui contrôleront le système de sécurité.

En fait, les conditions de poursuite ou de rendre justice: dans la pratique de l'indifférence idéologique qui diverge la population autour de clivage Ekonda-Eswe, nous pouvons affirmer que l'appareil juridique est pris en otage par les acteurs, on observe la politisation de plusieurs procès parmi les faiseurs des troubles soutenus et défendus par les élites au pouvoir. En suite les accusations d'atteinte à la dignité humaines sont souvent étouffées à cause de soutiens politiques dont bénéficient la plupart de malfaiteur: la poursuite des incendiaires des maisons et les auteurs des assassinats de Lodja et de katako-Kombe en période électorale et post-électorale sans oublier les inciviques qui confisquent et extorquent les biens des particuliers. Cela renforce les pratiques arbitraires dont les accusés sont soutenus et défendus publiquement.

5 CONCLUSION

Les contradictions ou les antagonismes grandissants de nature ethnociste au Sankuru en République Démocratique du Congo ont suscité en nous une ardeur d'effectuer des recherches afin de mieux appréhender les motivations de ces conflits identitaires dans leur ensemble, surtout les facteurs explicatifs de leur déclenchement et de leur durabilité.

Vivant dans des communautés humaines où les aspirations restent diverses, voire contradictoires, les conflits sont des phénomènes sociaux normaux; mais ce qui importe est la capacité à les prévenir et à les résoudre pacifiquement, le cas échéant dans une perspective intégrative de gagnant-gagnant. C'est dans ce contexte que cette réflexion s'est inscrite.

Après un parcours descriptif et analytique des faits émaillant la lutte « Ekonda-Eswe » dans la Province du Sankuru en République Démocratique du Congo, nous relevons que les violences identitaires ont une origine coloniale et se sont superposées dans les consciences des élites pour conquérir et conserver les postes d'Etat. De cette façon, ces dernières recourent à la manipulation de tout politique des ethnies, tribus, clans, lignages. Cette manipulation politique est accentuée, souvent, à travers l'instrumentalisation de la population par une fausse conscience d'appartenance ethnique. Les stratégies de division, cartel, alliance ainsi que de terroir sont montées pour assouvir leur soif du pouvoir. Ces élites ont joué et continuent à jouer un rôle très négatif dans la déstabilisation du peuple Mongo du Sankuru pour des causes politiques.

De ce fait, il devient impérieux de confirmer que la lutte « Ekonda-Eswe » est insufflée dans le souci de satisfaire les objectifs des élites politiques en vue de se faire élire en s'appuyant sur une corde sensible de la division, en utilisant l'emplacement géographique qui n'est qu'une conséquence naturelle imposée par l'histoire coloniale.

Ainsi, les Sankuroises et Sankurois, tant de l'aile « Ekonda » que de l'aile « Eswe », devront, dorénavant, prendre un engagement irréversible à privilégier d'abord leurs intérêts communs que sont la promotion de la paix de cœur et d'esprit et l'amélioration du bien-être des populations par l'appropriation d'un esprit de consensus et de l'acquisition d'un outil économique adéquat au service des populations.

REFERENCES

- [1] MAINDO MONGA NGONGA, L'Etat à l'épreuve de la guerre: violences et reconfiguration des pouvoirs en République Démocratique du Congo, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Paris I-Panthéon, SORBONNE, 2004, p.50.
- [2] G. DE VILLERS et J-C. WILLAME, République Démocratique du Congo, chronique politique d'un entre-deux-guerres, Octobre 1996-juillet 1998, Ed. L'Harmattan, Paris, SD, p.150.
- [3] Sankuru est le nom de l'une de vingt-six Provinces de la République Démocratique du Congo. Située au centre et constituant un trait d'union entre plusieurs provinces, elle a une superficie de 104.331 Km².
- [4] BASAMBALA: Ce terme désigne littéralement dans le langage Tetela, tous les auxiliaires de Ngongo-Lutete qui ont conquis l'espace socio-politique du Sankuru. Ils étaient oppresseurs et dominaient l'ensemble des peuples de la forêt, à ce jour on les appelle idéologiquement des « Eswe ».
- [5] A. DIUMASUMBU OMOTE LENA EHEKA, Sa lutte pour la Justice et l'unité du Sankuru, Groupe exemplaire, 2005, p.175.
- [6] I. NDAYWEL E NZIEM, Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République Démocratique, Ed. Le cri-Afrique, 2009, p.157.
- [7] B. SALADIN D'ANGLURE, « L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie », in *Études Inuit Studies*, 19 (1), 1995, p.68.
- [8] M. MOERMAN, « Ethnic identification in a complex civilization who are the Lue? », *American Anthropologist*, 67, 1965, p.1230.
- [9] C. KABUYA LUMUNA, Manuel de sociologie politique, Ed. PUC, Kinshasa, 2011.
- [10] V. JOSLOV, « Conscience nationale et identité ethnique, contribution à une culture de la paix », in *Congo-Afrique*, n°330, Décembre 1998, p.589.
- [11] MARSAN cité par O. NSAMAN-O- LUTU et G. ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI, Comprendre le management: culture, principes, outils et contingence, Ed. CAPM, Kinshasa, 2007, p.167.
- [12] <http://www.tearfund.org>.
- [13] Les informations relatives à ce point ont été tirées in G. ETAMBAHELE OHIDI, *Elites politiques, production et diffusion des idéologies ethnicistes en République Démocratique du Congo. Cas d'Ekonda-Eswe au Sankuru*, Mémoire de DES/DEA en Sciences Politiques et Administratives, Université de Kinshasa, 2016-2017, inédit.
- [14] Ce concept dans le cadre de cette recherche, veut littéralement désigner la partie de la population du Sankuru qui habite le territoire de Lomela, Kole et une partie de Lodja en opposition des anciens auxiliaires de Ngongo Leteta. Exploitée par la classe politique pour enfin justifier les dérives autrefois créés par les déséquilibres de la politique impérialiste, à ce jour, l'idéologie Ekonda devient un tremplin pour accéder au poste d'Etat.
- [15] Le concept Eswe par contre, désigne les auxiliaires de Ngongo qui habitent les territoires de Katako-kombe et Lubefu. Une idéologie qui fait référence à la transformation identitaire de l'ethnogenèse tetela à partir de l'héritage colonial dans le Sankuru.
- [16] G. AUNDU MATSANZA, *Politique et élites en RDC. De l'indépendance à la troisième République*, Ed. Académia, Paris, 2015, p.17.
- [17] Extrait du discours de DIUMASUMBU lors des élections législatives, provinciales de mai 1960 dans le Territoire de Lodja pendant la campagne électorale.
- [18] Notre analyse est tirée à partir des déférentes interviews réalisées avec les auteurs intellectuels dont DIUMASUMBU lui-même avait retracé les faits et les causes de ce conflit.
- [19] Le quotidien d'information, l'union, n°1458 du 19 avril 2006, p.4.
- [20] Notre reconstitution faite à partir de témoignages des opérateurs économiques et des acteurs politiques depuis le 05/06/2016 au marché central de Kinshasa.
- [21] T. VIRCOULON, « Ambiguïtés de l'intervention internationale en République Démocratique du Congo », in *Politique Africaine*, n° 98, 2005, p.79.
- [22] Extrait d'analyse de DIOMI, dans son rapport adressé au gouvernement central au sujet de conflit Ekonda-Eswe en septembre 1963, p.17.
- [23] Notre reconstitution de fait à partir de nos interviews réalisées avec le professeur Veron OKAVU, mais également des événements passés à notre présence et parfois nous-même victime au conflit.
- [24] « La monopolisation de la violence par l'Etat a pour finalité d'interdire son exercice afin d'émettre fin à l'anarchie et à la loi du plus fort » (Addi, 2004).
- [25] Extrait de Rapport des experts au conseil de sécurité des Nations-Unies (15 juillet 2004).
- [26] J-B. VERON, « Conflit, sécurité et développement: un nouveau paradigme ? », in *Afrique Contemporaine*, n° 218, 2006, p.21.